En ce qui concerne le cabinet du premier ministre et le bureau du Conseil privé: b) (i) Bureau du premier ministre à l'édifice de l'Est—Aucun. Bureau du premier ministre—personnel à l'édifice de l'Est, 1968-1969, \$7,921.00; 1969-1970, \$16,829.00; 1970-1971, \$5,749.00; 1971-1972, \$3,189.00; 1972-1973, \$14,904.00; 1973-1974, \$5,878.00; 1974-1975, \$12,044.95; 1975-1976, \$1,701.00. (ii) Bureau du Conseil privé—personnel à l'édifice de l'Est, 1968-1969, \$7,745.50; 1969-1970, \$17,651.00; 1970-1971, \$18,232.00; 1971-1972, \$10,603.00; 1972-1973, \$15,621.00; 1973-1974, \$30,772.00; 1974-1975, \$21,820.00; 1975-1976, \$7,835.00.

LA MUTATION DE FONCTIONNAIRES DU PIL DE MONTRÉAL À OTTAWA

Question n° 3833—M. Cossitt:

1. Trois personnes ont-elles été mutées en juillet 1975 du bureau régional PIL de Montréal au siège social du Programme des initiatives locales du 400, avenue Cumberland à Ottawa et, dans l'affirmative, a) quels étaient leurs nom et poste respectifs, b) leur travail consistait-il à faire la liaison avec les députés, les bureaux régionaux PIL ou le cabinet du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration?

2. Dans chaque cas, a) pendant combien de temps chacune d'entre elles est-elle restée à Ottawa, b) quel était leur salaire annuel, c) le gouvernement leur a-t-il payé l'hôtel et, dans l'affirmative (i) à quel hôtel sont-elles descendues (ii) à quel prix?

3. Dans chaque cas, ont-elles été nourries ou ont-elles perçu une allocation de subsistance et, dans l'affirmative, quel en a été le montant a) quotidien, b) total?

4. Pourquoi ces personnes ont-elles été appelées à Ottawa et n'y avait-il pas déjà un personnel suffisamment qualifié à Ottawa pour occuper ces postes?

5. Des agents de programme ou toute autre personne travaillant pour le PIL à Ottawa ont-ils été relevés de leurs fonctions pendant cette période afin de faire de la place aux trois personnes de Montréal et, dans l'affirmative, qu'est-ce qui justifiait cette démarche?

6. Avant la mutation à Ottawa, l'une des trois personnes en question a-t-elle contesté les directives du siège social du PIL à Ottawa ou y a-t-elle désobéi et, dans l'affirmative, dans quelle mesure?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): 1. Oui. a) André Aubry—agent de programme (PM-3 intérimaire); Jacinthe Brunet—agent de programme (PM-3 intérimaire); Christiane Peloffy-Dostie—agent de programme (PM-3 intérimaire). b) Oui.

2. a) A. Aubry du 7 juillet 1975 à aujourd'hui; J. Brunet, du 7 juillet 1975 à aujourd'hui; C. Peloffy-Dostie, du 7 juillet 1975 au 25 juillet 1975 et du 15 septembre 1975 au 31 octobre 1975. b) \$14,054-\$15,930. c) Oui. (i) Avant d'avoir pu se trouver un appartement convenable d'une chambre à coucher, les trois employés ont demeuré à l'hôtel Carleton Towers, sauf les 29, 30 et 31 juillet 1975 où M. Aubry est descendu à l'hôtel Park Lane. (ii) A. Aubry: hôtel \$526.11, appartement \$2,661.24. J. Brunet: hôtel \$894.72, appartement \$2,661.24 (calculs du 19 décembre 1975). C. Peloffy-Dostie: hôtel \$410.08, appartement \$900 (calculs au 31 octobre 1975).

3. Oui. a) Chaque personne a reçu une allocation quotidienne de subsistance de \$12.45 jusqu'au 30 septembre 1975. Le taux passait à \$13.25 le 1^{er} octobre 1975. b) A. Aubry—\$1,736.90 (calculs au 19 décembre, 1975). C. Brunet—\$1,804.25 (calculs au 19 décembre, 1975). C. Peloffy-Dostie—\$765.75 (calculs au 31 octobre 1975).

4. Au début du Programme des initiatives locales de 1975-1976, on a eu besoin de personnel supplémentaire pour faire face à un surcroît de travail à l'administration centrale. Il fallait combler ces postes au plus tôt et c'est pourquoi trois fonctionnaires expérimentés du Bureau provincial du Québec, qui connaissaient bien et le Programme

Questions au Feuilleton

et la région du Québec, ont été affectés temporairement à ces tâches au cours de la période de pointe de mise en œuvre du PIL, et ce jusqu'à ce qu'on pourvoie ces postes par le processus régulier de dotation. Il fallait donc répondre à un besoin immédiat mais le ministère pensait en outre que le personnel régional aurait là une bonne occasion d'acquérir de l'expérience à l'Administration centrale. Les autres fonctionnaires termineront leur affectation le 30 janvier 1976.

5. Non.

6. Non.

LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS AUX ORGANISMES DE LA CONSOMMATION

Question n° 3913—M. Marshall:

1. En vertu du Programme de subventions aux organismes de la consommation, quels contacts ont été pris avec les groupes de la consommation de la province de Terre-Neuve?

2. Quel est le personnel du ministère de la Consommation et des Corporations dans cette province, a) quel est le nom des membres du personnel dans la province de Terre-Neuve, b) comment ce personnel est-il réparti dans l'ensemble de la province?

3. Quelles organisations ont été créées grâce aux renseignements fournis aux citoyens de Terre-Neuve depuis l'entrée en vigueur du Programme?

4. Quels fonds ont été consentis dans la province de Terre-Neuve pour encourager la création de groupes destinés à appuyer les plaintes des consommateurs et combien de rencontres y a-t-il eu avec ces groupes?

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): 1. Le seul contact avec des associations de Terre-Neuve dans le cadre du Programme de subventions aux organismes de la consommation a été la réception d'une demande de subvention provenant de l'Association des consommateurs du Canada (Terre-Neuve), le 2 février dernier. Ce document a été envoyé à la suite de la demande de renseignements sur les subventions que l'Association a faite en septembre dernier.

2. Le personnel du ministère de la Consommation et des Corporations en service à Terre-Neuve est réparti de la façon suivante:

Nom	Ville
Noel Hurley	Saint-Jean
P. Cloutier	Saint-Jean
E. Parsons	Saint-Jean
W. D. Jardin	Corner Brook
M. Byrd	Saint-Jean
J. W. Strachan	Saint-Jean
S. C. Crisby	Saint-Jean
R. Fiefield	Corner Brook

3. Aucun.

4. Aucun.

LE COMITÉ D'ÉTUDE DE LA LOI SUR L'AVORTEMENT

Question n° 3938—M. Reid:

1. Le gouvernement a-t-il nommé le docteur Marion C. Powell de Toronto (Ontario) au sein du Comité d'étude de la loi sur l'avortement et, dans l'affirmative, pourquoi?

2. Le gouvernement savait-il au moment de cette nomination que le docteur Powell faisait partie, de moins le 21 juin 1975, des médecins partisans de l'abrogation de la législation sur l'avortement?